

Montreuil, le 12 avril 2012

Madame, Monsieur,

L'équipe de campagne de Philippe Poutou et le secteur jeune du NPA ont bien pris connaissance du *Livre blanc* que vous nous avez envoyé suite à vos travaux avec des jeunes de plusieurs villes de France.

Vous trouverez ci-dessous nos positionnements par rapport à chacune des dix propositions issues de ces travaux. Nous ne pouvons cacher que nous sommes en désaccord, parfois très profond, avec la majorité de ces propositions. Elles ne répondent pas, selon nous, à l'urgence sociale et aux préoccupations de la majorité des jeunes. Elles ne font que poursuivre et approfondir les logiques qui visent à faire de la précarité la norme et de la jeunesse une période à laquelle on peut particulièrement se faire exploiter.

La candidature de Philippe Poutou entend au contraire s'inscrire dans la suite des mobilisations populaires, et notamment des jeunes lycéens, étudiants et salariés précaires, de ces dernières années pour refuser de payer la crise des capitalistes.

Bien à vous,

L'équipe de campagne de **Philippe POUTOU** et le secteur jeune du NPA

1. Des aides en échange d'un service civique
Offrir des bourses en contrepartie d'un travail d'intérêt général comme de l'aide aux personnes âgées ou du soutien scolaire.

Contre!

L'État supprime des postes dans la Santé et l'Éducation et ce serait aux jeunes de pallier, en échange de bourses qui n'ont rien à voir avec un salaire ?!

Se former, que ce soit au lycée, en alternance, à l'université, c'est déjà utile à l'intérêt général : cela permet d'être qualifié et de créer des richesses.

C'est pourquoi nous proposons une allocation d'autonomie pour tous les jeunes de 16 à 25 ans, quels que soient leurs statuts (lycéens, étudiants, apprentis, en recherche d'emploi) jusqu'à leur premier emploi. Elle serait financée par des cotisations sociales, comme les retraites, dans un fonds géré par des représentants élus des jeunes et des salariés. Elle serait à la hauteur du SMIC, pour que chacun soit libre de faire ses choix d'études, de vie, de sexualité, sans dépendre de sa famille ou d'un petit boulot. Elle empêcherait les entreprises de faire des propositions indécentes en termes de salaires et de conditions de travail.

2. Favoriser la colocation

Faire que les aides au logement intègrent les nouveaux modes de vie et ne soient pas discriminantes. Plus globalement, aider les jeunes à se loger en construisant des logements étudiants.

Pourquoi pas

Nous ne sommes pas contre ces idées. Mais il faut des mesures plus précises :

- Construire des chambres universitaires du CROUS, augmenter les aides au logement (APL et ALS)
- Une vraie régulation des loyers, de l'immobilier et du foncier
- La construction massive de logements sociaux, l'abandon des mesures qui fragilisent la vocation sociale des HLM

3. Promouvoir les stages tout au long de la scolarité

Promouvoir les stages en incitant financièrement les entreprises, les administrations publiques et les associations à y avoir recours.

Ouvrir d'avantage l'école au monde professionnel afin de faire découvrir des métiers aux élèves et susciter des vocations.

Contre !

Le NPA est bien sûr pour une éducation ouverte au monde extérieur. Il est également pour la fin de la séparation entre travail manuel et travail intellectuel.

Mais que signifient des « incitations financières » aux entreprises ? Aujourd'hui, les stages en France, représentent l'équivalent de cent mille emplois à temps plein ! Autant de chômeurs qui sont remplacés par une main d'œuvre gratuite ou presque.

L'Éducation doit délivrer des diplômes qualifiants, qui garantissent des droits sur l'ensemble du marché du travail et non des formations adaptées uniquement à une entreprise voire à un seul poste. C'est aux entreprises d'embaucher, de rémunérer et de former à leurs frais les salariés dont elles ont besoin.

Les stages, comme l'apprentissage, doivent être rémunérés à la hauteur de la convention collective de la branche, en tous cas jamais en-dessous de 100% du SMIC.

4. Bouleverser l'enseignement des langues

Bouleverser l'enseignement des langues en développant l'oral et en favorisant le recrutement d'intervenants étrangers.

Pourquoi pas

L'apprentissage des langues vivantes doit être... Vivant. Il faut privilégier l'oral, donner confiance aux élèves et non les reprendre en permanence. Cela serait possible avec un dédoublement des classes pour les cours de langues, donc l'embauche massive d'enseignants. Les séances avec des intervenants étrangers (assistants de langues...) peuvent être intéressantes, mais elles ne remplacent pas celles avec des enseignants diplômés. Elles ne doivent pas se substituer à eux et compenser les suppressions de postes.

Enfin, il faut permettre à chaque jeune de faire des voyages à l'étranger.

5. Aidez-nous à prendre notre envol !

Face à nos difficultés à entrer dans la vie active, créer un guichet unique pour aider les jeunes et notamment à Pôle Emploi afin de prendre en compte notre profil spécifique.

Pourquoi pas, mais...

Les jeunes travailleurs ne sont pas si « spécifiques » que ça. Le taux de chômage annoncé à 23% (y compris dans ce *Livre blanc*) est sujet à caution : il prend en compte l'entièreté de la tranche d'âge (ici les 15-24 ans, parfois les 18-30...), sans différencier les jeunes qui font des études et ne cherchent pas d'emploi (parce qu'ils sont en stage ou en apprentissage et ne peuvent donc pas se salarier à côté, parce que les bourses ou l'aide de leur famille leur suffisent...). En prenant en compte uniquement les jeunes salariés ou en recherche d'emploi, le taux de chômage des jeunes est à peu près le même que celui de la population active (et c'est le même si on prend en compte, pour le reste de la population, les radiés du Pôle emploi !).

Il n'y a donc aucune raison de mettre en place des dispositifs dérogatoires au droit du travail (comme les emplois-jeunes de Lionel Jospin ou le Contrat première embauche de Dominique de Villepin).

Nous proposons :

- d'en finir avec la précarité en transformant tous les contrats précaires (CDD, intérim...) en CDI, à plein temps si souhaité

- d'interdire les licenciements,

- d'augmenter tous les salaires de 300 euros net et porter le SMIC à 1700 euros

- de créer un million d'emplois dans la fonction publique.

6. Instaurer à l'école l'apprentissage d'internet

Et permettre le droit à l'oubli sur internet afin de rester maître de notre vie sur la toile.

Pour

Le NPA partage cette proposition. L'usage d'internet, et plus généralement de l'outil informatique, ne doit pas dépendre de la famille. Cela défavorise évidemment les enfants issus des milieux plus modestes.

Du reste, l'accès à internet doit être garanti à tous les milieux et à toutes les régions. Nous proposons la renationalisation de tous les fournisseurs d'accès à internet de de tous les opérateurs téléphoniques pour créer un grand service public de la communication, comme l'étaient auparavant les PTT.

7. Favoriser l'alternance et l'apprentissage

En intégrant plus les entreprises dans le parcours scolaire.

Contre !

Les diplômes financés directement par une entreprise (« Chargé de compte Crédit mutuel » à Nanterre, « Chargé de rayon Carrefour » à Toulouse, « Cosmétique avec l'Oréal à Lyon », Disney à Marne-la-Vallée...) ne permettent pas une intégration à long terme dans le monde du travail. Quand l'entreprise ferme ou licencie, les salariés se retrouvent avec un diplôme qui n'est pas reconnu dans les conventions collectives.

Ce n'est pas la formation des jeunes qui est responsable du chômage. Si une entreprise a besoin d'embaucher, elle le fait, quitte à former elle-même ses salariés. Faire entrer l'entreprise dans l'enseignement, c'est permettre que ces frais de formation soient pris en charge par la collectivité.

Les nombreux cadeaux faits ces trente dernières années aux entreprises n'ont pourtant pas permis d'en finir avec le chômage !

8. Généraliser le système des juniors entreprises

À toutes les formations afin de rapprocher les jeunes du monde de l'entreprise.

La majorité des jeunes n'a pas besoin de se « rapprocher du monde de l'entreprise » : 50% des étudiant-es sont déjà salariés !

Les jeunes, dans leur énorme majorité, sont ou deviendront salariés. Mieux vaudrait leur enseigner le droit du travail, ce qui pourrait être fait par des syndicalistes et des inspecteurs du travail.

9. Créer un gouvernement européenne

Créer un gouvernement européen est primordial pour avoir une politique européenne cohérente et réactive, ce qui est d'autant plus nécessaire en temps de crise.

Pour...

...un gouvernement qui serait issu des luttes sociales des jeunes, des travailleurs et des peuples. Un gouvernement qui annulerait la dette, harmoniserait le droit du travail par en haut, fixerait un SMIC européen, des conventions collectives européennes ; qui mettrait en place un service public européen de qualité dans l'énergie, la santé, l'Éducation, les transports ou un monopole public bancaire, le tout sous contrôle des peuples et des travailleurs.

Mais contre...

...un gouvernement qui continuerait d'appliquer les traités ultra-libéraux qui président actuellement les décisions européennes ; un gouvernement chargé de fermer les frontières aux migrants des autres continents mais qui mènerait des guerres aux quatre coins du monde pour s'accaparer les richesses et soutenir les dictatures qui garantissent leurs intérêts.

10. Interdire la brevetabilité du vivant

Pour des raisons éthiques, le vivant ne doit pas être intégré à un processus de marchandisation équivalent à celui pratiqué pour les autres biens.

Pour

Et plus généralement, socialiser la propriété intellectuelle sur les médicaments, les innovations techniques permettant de sortir des énergies polluantes. Nos vies valent plus que leurs profits !

www.poutou2012.org – contact@poutou2012.org

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil